

Déclaration Liminaire

CSA AP 30 Septembre 2025

Pantin, le 30 Septembre 2025

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Plus de trente ans que l'UFAP UNSa Justice milite pour le renforcement de la sécurité dans nos établissements et services. Trois décennies, que nous défendons et revendiquons une ligne constante et assumée : la sécurité des personnels pénitentiaires comme priorité quotidienne !

L'UFAP UNSa Justice a bien conscience du grave danger que fait peser le crime organisé sur l'institution pénitentiaire et, surtout, sur la sécurité des personnels. Le politique a choisi d'y répondre en créant les QLCO. Ces quartiers ne sont qu'une réponse immédiate à cette problématique et posent, dans le même temps, la question d'une vraie prise en charge adaptée de la population pénale, en fonction de son profil et des risques et menaces.

Mais ce projet de doctrine sur les **Quartiers de Lutte contre la Criminalité Organisée (QLCO)** illustre, une fois encore, ce « **syndrome du Q** » : QER, QPR, QLCO... une succession de quartiers empilés dans nos établissements, sans vision d'ensemble ni stratégie durable.

L'UFAP UNSa Justice condamne ce choix politique du bricolage : on multiplie les quartiers au lieu de bâtir une politique pénitentiaire courageuse et ambitieuse. **Assez** de coller des rustines là où il faudrait un vrai plan d'actions !

Depuis 1992, **notre organisation syndicale** revendique la création **d'Établissements Spécialisés et Adaptés** aux profils de détenus les plus dangereux et les plus spécifiques – qu'il s'agisse de la criminalité organisée, du terrorisme, des détenus violents ou des personnes atteintes de troubles psychiatriques.

Or, que nous propose-t-on aujourd'hui ? Encore un « quartier », greffé dans un système carcéral déjà saturé et en manque cruel de moyens.

La réalité est là :

- Une population pénale **de plus en plus violente**, aux profils **de plus en plus hétérogènes** ;
- Des **personnels exposés au quotidien**, dans des structures qui ne sont ni pensées ni adaptées pour faire face à ces risques ;
- Une **multiplication de dispositifs partiels** qui tient lieu de ligne directrice, là où il faudrait un plan global et cohérent.

Lors du CSA du 19 juin dernier, **l'UFAP UNSa Justice** avait dénoncé un décret QLCO vidé de sa cohérence sécuritaire, bien loin des annonces initiales du Garde des Sceaux. Nous avons voté **CONTRE**, car ce texte ne répondait pas aux enjeux.

En l'état, cette doctrine n'apporte aucune avancée significative. Elle ne fait que prolonger un décret vidé de sa substance et un dispositif insuffisant : Absence d'établissement dédié, doctrine d'emploi du SPIP à l'intérieur de ces quartiers non aboutie, absence de moyens supplémentaires ... autant de carences qui ne sont pas résolues par la doctrine présentée aujourd'hui.

L'UFAP UNSa Justice restera fidèle à sa ligne : la sécurité des personnels et des structures, tout comme le contenu de leurs missions, ne peuvent pas être sacrifiés sur l'autel de solutions partielles et incomplètes.

Les Elus du CSA AP